

**Acheteur public :**

**Armement des Phares et Balises - Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)**

# **FOURNITURE D'UN NAVIRE DE BALISAGE POUR SAINT-MALO GRANVILLE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Numéro de consultation : 2025APBCT01**

**Date limite de remise des offres : Mardi 25 novembre 2025 à 12h00 (UTC+1)**

# Table des matières

<b>Article 1 - IDENTIFICATION.....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 - OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>Article 3 - ALLOTISSEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 - FORME DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 - DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
5.1 Durée du marché - Cadre général.....	4
5.2 Reconduction du marché.....	4
<b>Article 6 - LIEU D'EXECUTION – LIEU DE LIVRAISON.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
8.1 Représentation des parties.....	5
8.2 Conditions d'exécution.....	5
8.3 Obligations du titulaire.....	6
8.4 Obligation d'information.....	7
8.5 Clauses sociales.....	7
8.6 Clauses environnementales.....	9
8.7 Traitement de données à caractère personnel.....	9
8.8 Confidentialité et secret des affaires.....	9
8.9 Conflit d'intérêt.....	10
8.10 Clauses de réexamen.....	10
8.11 Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	11
8.12 Garanties.....	11
8.13 Exclusion de garantie.....	11
8.14 Primes.....	12
8.15 Pénalités.....	12
8.16 Pièces détachées et main d'œuvre spécialisée.....	13
8.17 Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	13
8.18 Opérations de vérification et d'enregistrement du navire (francisation et immatriculation) .....	14
8.19 Transfert de propriété.....	14
<b>Article 9 - REGIME FINANCIER.....</b>	<b>14</b>
9.1 Forme et contenu des prix.....	14
9.2 Variation des prix.....	14
9.3 Avances.....	15
9.4 Modalités financières.....	16
9.5 Modalités de facturation.....	18
9.6 Service fait présumé.....	19
<b>Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>20</b>
10.1 Échanges dématérialisés.....	20
10.2 Langue.....	20
10.3 Propriété intellectuelle.....	20
10.4 Assurances.....	20
10.5 Autres obligations administratives.....	20
10.6 Résiliation.....	22
10.7 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	22
10.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	22
10.9 Différends.....	25
10.10 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	25
10.11 Litiges et contentieux.....	25
<b>Article 11 - DÉROGATIONS.....</b>	<b>26</b>

## Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent marché est porté par :

### **APB - Armement des Phares et Balises**

2, rue de Kérivoal - CS 93039 - 29334 QUIMPER CEDEX

tél. 02 90 08 55 24

mél. apb.dam.dgampa@developpement-durable.gouv.fr

SIRET : 13000321300027

TVA intracommunautaire : FR05130003213

## Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'étude, la construction et la livraison en état de marche sur Saint-Malo, d'un navire de balisage en alliage d'aluminium de moins de 17m de longueur hors tout (LHT). Ce navire est construit pour le compte de l'Armement des Phares et Balises.

L'objectif de mise en service de ce navire est fixé en fin de premier semestre 2027. Pour cela, il est attendu que les études débutent au premier trimestre 2026.

Le marché est un marché de fourniture et il est fait application du CCAG-MI 2021 - Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics industriels.

Les prestations seront conformes :

- aux stipulations techniques du marché de fourniture présentes dans le Cahier des clauses techniques particulières CCTP et dans l'offre de l'opérateur économique (mémoire technique et stipulations techniques, plans, et autres documents).
- aux prescriptions fixées par voie réglementaire et notamment celles du décret n°84-810 modifié du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à la prévention de la pollution, à la sûreté et à la certification sociale des navires et celles de l'arrêté du 23/11/1987 modifié relatif à la sécurité des navires, ainsi que toute réglementation s'appliquant à l'objet du marché.

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux navires de commerce, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation. Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire. Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet. Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation sans indemnité du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le marché consiste en la fourniture d'un navire de balisage de moins de 17 mètres pour le site de Saint-Malo (35). Il se décompose de la manière suivante :

- études,
- approbations et démarches administratives de mise en chantier, de francisation provisoire, d'essais, etc,
- construction et armement,
- essais,
- délivrance des titres,
- livraison à Saint-Malo,
- essais définitifs,
- remise de la documentation,
- formation des marins.

## Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

## Article 4 - FORME DU MARCHÉ

Le marché ne comporte pas de tranches.

## Article 5 - DUREE DU MARCHÉ

### 5.1 Durée du marché - Cadre général

La durée du marché court à compter de la notification de l'ordre de service.

Le point de départ du délai d'exécution est par dérogation au CCAG de référence, fixé par ordre de service.

La date de fin sera établie en fonction de la durée du marché proposée par le candidat et de la date de départ du délai d'exécution fixée par ordre de service.

Aucune neutralisation n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire.

### 5.2 Reconduction du marché

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction et n'est pas reconductible.

## Article 6 - LIEU D'EXECUTION – LIEU DE LIVRAISON

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est précisé dans l'offre du titulaire. La livraison se fera à flot au port de Saint-Malo (35) – France.

Les articles 30.2 , 30.3 et 30. 4 du CCAG ne sont pas applicables.

## Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent CCAP et ses éventuelles annexes ;
- Le CCTP ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG MI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG MI. Le CCAG n'est pas joint matériellement au présent marché mais chaque titulaire peut le consulter sur le site internet suivant :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310523>
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le planning d'exécution
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent marché listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces de la consultation sont énumérées. Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi les annexes de l'acte d'engagement et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

Toute clause, portée dans une documentation quelconque fournie par le candidat et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite. Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Le marché conservé par l'APB fait seul foi en cas de contestation.

## **Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Représentation des parties**

#### **8.1.1 Représentation de l'acheteur**

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

#### **8.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : par dérogation au 3.4.1 du CCAG de référence, dans l'offre du titulaire. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### **8.2 Conditions d'exécution**

#### **8.2.1 Délais d'exécution**

Les délais calendaires d'exécution sont indiqués dans l'acte d'engagement (ou ATTRI1) et le point de départ du délai d'exécution est par dérogation au CCAG de référence fixé par ordre de service. La date de fin sera établie en fonction de la durée du marché fixée par le candidat et de la date de départ du délai d'exécution indiquée sur l'ordre de service.

Le marché public n'est pas reconductible. Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

#### **8.2.2 Prolongation du délai d'exécution**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours.

Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée. L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

### 8.2.3 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'un des membres exécute les tâches essentielles suivantes:

- ➔ Les missions de direction, de pilotage, de suivi de chantier, de relation avec l'armateur et de coordination.
- ➔ Suivi administratif et réglementaire
- ➔ Les essais et le traitement de la garantie

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire ou un membre du groupement :

- ➔ Les missions de direction, de pilotage, de suivi de chantier, de relation avec l'armateur et de coordination.
- ➔ Suivi administratif et réglementaire
- ➔ La construction de la coque
- ➔ Les essais et le traitement de la garantie

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement .

## 8.3 Obligations du titulaire

---

### 8.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte d'éléments contraires à la bonne exécution du marché. Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Le cas échéant un avenant formalise un plan de progrès.

## 8.4 Obligation d'information

---

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### 8.4.1 Mesures de sécurité

Le titulaire du marché assumera la responsabilité de l'organisation, la sécurité et l'hygiène des travaux et la gestion des installations destinées aux visiteurs. A cet effet, le titulaire désignera la personne physique chargée de l'exécution de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection des personnes. Cette personne sera dénommée « coordinateur sécurité ».

### 8.4.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut à date de la pose de la quille.

## 8.5 Clauses sociales

---

### 8.5.1 Action d'insertion sociale

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit réaliser une action d'insertion sociale qui favorise l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cette action d'insertion se traduira par la réservation d'une part minimale des heures de travail nécessaires à la réalisation des prestations concernées.

Le nombre minimum d'**heures d'insertion est fixé à 1100 heures**

Les publics visés par cette clause sont les suivants :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), ou en reconversion
- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois.
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique)

### 8.5.2 La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures d'insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif de la clause d'insertion, pour une durée de 24 mois maximum. Au-delà de 24 mois, les heures réalisées par cette personne ne pourront plus être comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

La mutualisation d'heures d'insertion pour répondre aux clauses d'insertion des marchés lancés par différents maîtres d'ouvrage est possible sous conditions.

Si le titulaire du marché présente un sous-traitant, la clause d'insertion sera activée sous sa responsabilité et en partenariat avec les structures locales d'insertion.

L'entreprise titulaire du marché a un rôle de :

- formation au dispositif de sécurité lié à l'activité,
- accueil et accompagnement des bénéficiaires de l'action d'insertion,
- transmission des savoir-faire liés aux tâches confiées,
- suivi régulier des bénéficiaires.

Pendant la durée du marché, l'entreprise s'engage à faciliter les contacts entre les partenaires et à permettre l'évaluation de l'action d'insertion par le maître d'ouvrage. Le contrat peut être porté par un groupement d'employeurs dont la mission centrale est l'organisation de parcours d'insertion et de qualification avec comme perspective l'emploi durable.

Avant l'échéance du marché, Le titulaire s'engage également à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, en collaboration avec l'organisme chargé du suivi de l'action d'insertion professionnelle.

#### 8.5.3 Dispositif d'accompagnement

Il est mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Le facilitateur suivra la réalisation des heures et fournira une attestation d'exécution de la présente clause.

Ce dispositif s'appuie sur des chargé(e)s de projet « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra faire appel afin :

- de préparer sa réponse lors de la mise au point du marché
- de se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- d'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

Les chargé(e)s de projet assureront le suivi et le contrôle de la mise en Œuvre de l'action d'insertion professionnelle en lien avec le /la référent/e désigné/e par le titulaire. Leurs missions consistent à assurer un suivi individualisé lors de l'exécution du marché et à tenir informé le maître d'ouvrage : en l'occurrence,

Le chargé de mission Clauses Sociales

02 98 76 60 98

Facilitateur.clauses.insertion@finistere.fr

Conseil départemental du Finistère - Kuzul-departamant Penn-ar-Bed

32 bd Dupleix - CS 29029 - 29196 Quimper - Kemper Cedex

Afin d'obtenir une bonne exécution de la clause sociale pendant la durée du marché, le pouvoir adjudicateur demande au titulaire de désigner un référent unique qui sera chargé de mettre en œuvre l'exécution et le suivi de cette clause.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'exécution de la clause d'insertion, le titulaire du marché encoure les pénalités prévues au présent CCAP.

#### 8.5.4 Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. A la demande du chargé de mission clause d'insertion, le titulaire fournit tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation, etc.) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation. En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le chargé de mission clause d'insertion peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé au bilan de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle.



## 8.6 Clauses environnementales

---

Dans une volonté de protection de l'environnement, conformément à l'article R.2110-10 du code de la commande publique, les spécifications techniques et à caractère environnemental sont décrites au CCTP.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris, éventuels traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

## 8.7 Traitement de données à caractère personnel

---

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

## 8.8 Confidentialité et secret des affaires

---

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

---

## 8.9 Conflit d'intérêt

---

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

---

## 8.10 Clauses de réexamen

---

### 8.10.1 Modifications techniques mineures

Par dérogation à l'article 25 du CCAG/MI, des modifications techniques mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution du marché.

Toutefois, ces modifications doivent être préalablement approuvées par les deux parties sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché, lors de la mise en concurrence.

### 8.10.2 Modifications techniques par avenant

Les modifications qui n'entrent pas dans le cadre du 8.10.1 font l'objet d'un avenant.

### 8.10.3 Modifications administratives mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession du marché ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire ;

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de l'acheteur par écrit. Ces modifications peuvent entraîner un nouveau numéro d'engagement juridique du marché.

### 8.10.4 Modifications administratives par avenants

Par dérogation au CCAG, un avenant établi lors d'un réexamen ne peut faire l'objet d'une avance.

En application des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 et dans le respect de l'article L. 2194-2 du Code de la commande publique, le présent marché intègre des clauses de réexamen tel que défini ci-après.

Ces modifications contractuelles ne seront possibles que dans les conditions suivantes :

- Modifications ou ajustements devenus nécessaires s'agissant de la clause relative aux révisions de prix ;
- Cession de marché en cas de modification dans la raison juridique de la personne publique ou du titulaire, modification dans la composition du groupement titulaire du marché (changement de mandataire, de cotraitant) le cas échéant.

L'établissement communique alors par courriel au titulaire le projet de modification qui prendra la forme d'un

avenant au contrat. Le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour la lui retourner complétée et signée.

L'acceptation de l'avenant par l'opérateur économique sera matérialisée par la signature de son représentant légal ou son délégataire et par sa notification auprès du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire refuse cette demande de modification, il doit présenter par écrit les raisons qui selon lui s'opposent à cette opération. Si les motifs présentés par le titulaire ne paraissent pas recevables, l'établissement se réserve la possibilité de résilier unilatéralement et sans indemnité le présent accord-cadre.

---

## **8.11 Constatation de l'exécution des prestations et admission**

### **8.11.1 Contrôle**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **8.11.2 Opérations de vérification**

Par dérogation au CCAG toutes les opérations de vérification sont effectuées à la charge du titulaire.

### **8.11.3 Décision après vérifications**

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

---

## **8.12 Garanties**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence. La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Les prestations du présent marché font l'objet d'une garantie d'une durée précisée au CCTP. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

L'article 36 du CCAG-MI est complété de la manière suivante : en cas de défectuosité grave empêchant l'exploitation du navire, imputable au titulaire du marché pendant la période de garantie, le constructeur ou son représentant local sera tenu d'intervenir dans un délai maximum de 3 jours ouvrés après que le titulaire ait eu connaissance de la défectuosité. En l'absence de réponse dans les 3 jours ouvrés à la demande de l'acheteur, une pénalité journalière de 500 € sera déduite lors de la libération de la retenue de garantie, comptabilisée à partir du 4<sup>ème</sup> jour.

En cas d'indisponibilité du navire liée à une panne ou un incident notable en période de garantie supérieure à 7 jours calendaires, le titulaire se verra appliquer une pénalité journalière de 1 000 € à compter du 8<sup>ème</sup> jour jusqu'à remise en service normale du navire.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Les réparations sont assurées par le titulaire ou par un réparateur agréé par le titulaire. Ces prestations comprennent la fourniture et le remplacement des pièces de toute nature mises hors d'usage par un emploi normal des matériels ou présentant un défaut de matière ou de fabrication. Les frais de main d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tous autres frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie sont à la charge du titulaire. Les pièces défectueuses remplacées deviennent la propriété du titulaire

---

## **8.13 Exclusion de garantie**

Les garanties définies ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas où le titulaire démontre que le dommage résulte des causes strictement définies ci-dessous :

- un dommage a été causé au matériel par le bénéficiaire ou par une cause extérieure au bénéficiaire et au titulaire, telle que : accident, collision, événement de force majeure ;
- le bénéficiaire a réalisé une modification du matériel, si le titulaire démontre que cette modification est à l'origine du dommage ou de la défaillance du matériel ; des réparations défectueuses ou non conformes aux prescriptions du constructeur ont été effectuées par le bénéficiaire ou par un tiers ;
- la détérioration résultant d'une utilisation anormale du matériel.

---

#### 8.14 Primes

Sans objet.

---

#### 8.15 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

##### 8.15.1 Plafonnement des pénalités

Par dérogation au CCAG de référence, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20 % de la valeur des prestations.

##### 8.15.2 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

##### 8.15.3 Pénalités pour retard d'exécution

la pénalité journalière est fixée à :

$$P = V * R / 3000$$

dans laquelle les variables P, V et R sont définies conformément à l'article 14 du CCAG :

- P = le montant de la pénalité ;
- V=la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; Dans le cas présent, l'ensemble des prestations correspond au montant forfaitaire global de la tranche ferme du navire considéré.
- R= le nombre de jours de retard par rapport au délai d'exécution indiqué dans les pièces contractuelles.

##### 8.15.4 Pénalités pour non atteinte des objectifs prévus au marché :

Si les essais de vitesse en charge révèlent une vitesse inférieure à la vitesse contractuelle, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité par dixième de nœud entre **10,5 et 10,1 nœuds** pour une vitesse en charge à 90 % de puissance propulsive. Cette pénalité s'établit comme suit :

10,5 > Vitesse ≥ 10,4 nd : 50 000 euros HT

10,4 > Vitesse ≥ 10,3 nd : 75 000 euros HT

10,3 > Vitesse ≥ 10,2 nd : 100 000 euros HT

10,2 > Vitesse ≥ 10,1 nd : 150 000 euros HT

En deçà de cette vitesse, les prestations pourront être rejetées.

#### 8.15.5 Pénalités relatives à la clause d'insertion sociale

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, les chargés de projet « Clause insertion professionnelle » veilleront au respect des engagements pris par l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire avec les chargé(e)s de projet « clause d'insertion ».

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise doit, sous huitaine, informer le maître d'ouvrage, par recommandé avec accusé de réception, des difficultés éventuelles rencontrées pour respecter son engagement et le service d'accompagnement chargé du suivi doit alors étudier avec l'entreprise les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs assignés.

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, et pour un manquement imputable à l'entreprise, le titulaire du marché pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant au nombre d'heures d'insertion prévu par le marché et non réalisé multiplié par un montant de 50 € HT. Le titulaire du marché sera exonéré de pénalités relatives aux heures d'insertion non effectuées si le montant de ces dernières ne dépasse pas 150 € H.T.

#### 8.15.6 Pénalités pour retard de communication des contrats de sous-traitance et leurs avenants

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande dématérialisée via la plateforme PLACE. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de l'envoi du message, le titulaire encourt une pénalité égale à 500 € HT pour chaque jour de retard.

Cet article déroge au CCAG Article 3.6.3 communication du contrat de sous-traitance et ses avenants

### 8.16 Pièces détachées et main d'œuvre spécialisée

Le titulaire déclare pouvoir fournir à l'acheteur les pièces détachées et la main d'œuvre spécialisée nécessaires à la réparation ou l'entretien du matériel pendant une durée de **10 ans à compter de la fin de production de l'équipement considéré**. Les présentes dispositions relatives aux pièces détachées restent applicables après le terme du marché, pour la durée mentionnée ci-dessus.

### 8.17 Constatation de l'exécution des prestations et admission

#### 8.17.1 Contrôle

Le pouvoir adjudicateur, la société de classification habilitée et l'administration chargée du suivi de la construction doivent pouvoir se rendre sur le site de construction en tant que de besoin.

## 8.18 Opérations de vérification et d'enregistrement du navire (francisation et immatriculation) .

Par complément au chapitre 5 du CCAG – MI , à l'article 32, les opérations quantitatives et qualitatives de vérifications prennent la forme d'essais et épreuves. Les essais sont décrits dans le CCTP .

Par dérogation à l'article 32 du CCAG, la présence du titulaire ou de son représentant, est obligatoire lors des opérations de vérification.

Ces essais et épreuves dits de recette ou de réception ont pour but de vérifier le bon fonctionnement des éléments et des systèmes installés. Si leurs résultats ne sont pas concluants pour une raison quelconque, les défauts constatés doivent être corrigés et le système testé jusqu'à ce qu'il soit en parfait état de marche. La plupart des essais et des épreuves s'effectueront alors que le navire est posté à quai. La réalisation d'essais au cours de la construction ne peuvent pas remplacer l'essai complet des systèmes réalisé à bord. Une fois tous les essais préliminaires accomplis à quai, le navire est soumis à une série de tests opérationnels complets en mer.

Le titulaire se charge des démarches auprès du service des affaires maritimes chargé de l'enregistrement du navire.

## 8.19 Transfert de propriété

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG de référence, la livraison des prestations entraîne le transfert de propriété. Le procès verbal de réception définitive est établi par l'armement des phares et balises à l'issue des essais finaux après transit vers le lieu de livraison. Il matérialise le transfert de propriété du titulaire vers l'acheteur, et le transfert de responsabilité vers ce dernier.

# Article 9 - REGIME FINANCIER

## 9.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- toute main d'œuvre et toutes sujétions nécessaires à la réalisation des postes décrits au CCTP, y compris les frais liés aux accès, aux manutentions, à la sécurité, aux livraisons, dédouanement, aux opérations de contrôles non destructifs, aux pièces et fournitures de type consommables, aux consommations de fluides pour les besoins du titulaire et de ses sous-traitants ;
- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations y compris les terrains dont il a besoin pour ses installations de chantier et les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites au présent CCAP ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

## 9.2 Variation des prix

Conformément à l'article R 2112-14 du code de la commande publique, les marchés d'une durée d'exécution supérieure à trois mois qui nécessitent pour leur réalisation le recours à une part importante de fournitures, notamment de matières premières, dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours mondiaux

comportent une clause de révision de prix incluant au moins une référence aux indices officiels de fixation de ces cours, conformément aux dispositions de l'article R. 2112-13.

Le prix du marché est forfaitaire et révisable **à la hausse comme à la baisse dans la limite de 5 %** du montant du marché, selon les termes ci-après.

Pour chaque révision de prix le titulaire du marché présente les commandes qu'il a passées pour les matériaux et matériels considérés sur la période considérée avec les justificatifs quantitatifs relatifs au projet : Aluminium de construction, machines et gros équipement industriels mécaniques et hydrauliques, machines et gros équipements électriques et électroniques. La révision du coût de main d'oeuvre se fait sur la base de la formule sur le montant global versé au titulaire sur la période considérée.

La révision est calculée sur la base de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,4 + 0,6 [ 0,2(A_n/A_0) + 0,15 (0,5((B_n/B_0) + (C_n/C_0))) + 0,25(D_n/D_0) + 0,4(W_n/W_0)])$$

$P_n$  est le prix révisé pour la période considérée

$P_0$  est le montant versé ou dû normalement au titulaire sur la période considérée

$A_n$  est l'index INSEE Aluminium - Haut grade - Au comptant - LME - Indice en euros - Base 2010 Identifiant 010002093 à date de révision.

$A_0$  est l'index Aluminium - Haut grade - Au comptant - LME - Indice en euros - Base 2010 Identifiant 010002093 à date de remise de l'offre du marché

$B_n$  est l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 27.11 – Moteurs, génératrices et transformateurs électriques Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763926 à date de révision

$B_0$  est l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 27.11 – Moteurs, génératrices et transformateurs électriques Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763926 à date de remise de l'offre du marché

$C_n$  est l'Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 27.1 – Moteurs, génératrices, transformateurs électriques, matériel de distribution et de commande électrique Hors zone Euro – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765455 à date de révision

$C_0$  est l'Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 27.1 – Moteurs, génératrices, transformateurs électriques, matériel de distribution et de commande électrique Hors zone Euro – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765455 à date de remise de l'offre du marché

**Nota :** Les indices B et C sont moyennés pour tenir compte à la fois de l'importation et de la production française.

$D_n$  est l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CK, CPF 28 – Machines et équipements n.c.a. Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764343 à date de révision

$D_0$  est l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CK, CPF 28 – Machines et équipements n.c.a. Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764343 à date de remise de l'offre du marché

$W_n$  est l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 à date de révision

$W_0$  est l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 à date de remise de l'offre.

### 9.3 Avances

Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, une avance de trente pour cent (30%) d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché HT (prestations exonérées de TVA) divisé par la durée du marché exprimée en mois est accordée au titulaire et versée dans les trente jours suivant la notification de l'ordre de service.

Pour le calcul de l'avance la formule suivante est appliquée :

---

$$Av = 0,3 \times (12 M / D)$$

---

avec :

**Av** : Montant de l'avance

**M** : montant du marché

**D** : durée du marché

Le Titulaire en bénéfice, sauf renoncement express de sa part porté dans l'acte d'engagement (ATTRI1). Le remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant global et forfaitaire HT du marché (prestations exonérées de TVA) et prend fin lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant global et forfaitaire HT du marché (prestations exonérées de TVA).

**Tableau de correspondance : taux d'exécution des prestations et part de l'avance récupérée**

65,00 % :	Récupération de 1/15	70,00 % :	Récupération cumulée de 6/15	75,00 % :	Récupération cumulée de 11/15
66,00 % :	Récupération cumulée de 2/15	71,00 % :	Récupération cumulée de 7/15	76,00 % :	Récupération cumulée de 12/15
67,00 % :	Récupération cumulée de 3/15	72,00 % :	Récupération cumulée de 8/15	77,00 % :	Récupération cumulée de 13/15
68,00 % :	Récupération cumulée de 4/15	73,00 % :	Récupération cumulée de 9/15	78,00 % :	Récupération cumulée de 14/15
69,00 % :	Récupération cumulée de 5/15	74,00 % :	Récupération cumulée de 10/15	79,00 % :	Récupération cumulée de 15/15

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire selon les acomptes prévus. L'avance est mandatée sans formalités dans le délai d'un mois suivant la notification du marché y compris lorsque le début de l'exécution est fixé par ordre de service.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Cet article déroge à l'article 12.1 du CCAG-MI.

## 9.4 Modalités financières

### 9.4.1 Répartition des paiements

Sur sa demande écrite, et après accord de l'autorité chargé de constater que les éléments clés techniques prévues ci-dessous, ont été réalisées, le titulaire a droit dans les conditions indiquées ci-après au versement des acomptes fixés en pourcentage du montant total HT du marché. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

**1er terme** : 30 % du montant du marché

- visa des plans d'ensemble par le pouvoir adjudicateur,
- les accusés de réception des déclarations de mise en chantier aux Affaires Maritimes et à la société de classification.
- justificatifs des quantités de matières premières commandées

**2ème terme** : 30 % du montant du marché

- commande des équipements propulsifs



- 1<sup>er</sup> passage CRS
- commande des équipements de balisage
- pose de la quille ou du premier élément de structure de la coque,
- remise des plans de structure visés par la société de classification

**3ème terme : 20 % du montant du marché**

- validation et approbation de tous les plans
- 2ème passage CRS

**4ème terme : 10 % du montant du marché**

- l'achèvement de la coque
- le début d'isolation et d'armement du navire
- pose des ensembles propulsifs
- études closes sous réserve de points à valider lors de la visite de mise en service

**5ème terme : Solde 10 % + éventuels ajustements**

- achèvement de l'armement du navire
- la livraison à Saint-Malo
- les vérifications, la mise à l'eau et les essais,
- la signature du procès verbal de réception du navire
- la délivrance de tous les titres
- la délivrance de tous les documents réglementaires et prévus au CCTP

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées telles que décrites plus haut. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

#### 9.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Une retenue de 3 % est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article R. 2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux
- les comptables assignataires visés par l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ; faisant l'objet d'une mise à jour annuelle et publié au Journal officiel de la République française JORF.

### 9.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## 9.5 Modalités de facturation

---

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

### 9.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

La date d'émission de la facture ;

La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture

Le code du service exécutant (CGFB200035)

La référence du marché (numéro d'engagement juridique)

Le numéro

La date

La quantité et la dénomination précise

Le prix forfaitaire

Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

### 9.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 9.5.3 Frais particuliers

Sans objet.

#### 9.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### 9.5.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

##### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

##### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

##### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

---

## 9.6 Service fait présumé

### 9.6.1 Mise en oeuvre de la procédure de service fait présumé

Sans objet

## Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

### 10.1 Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par le profil acheteur PLACE permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

### 10.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### 10.3 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent marché fait application des articles 37 à 40 du CCAG-MI.

### 10.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti est supérieur au montant du marché.

### 10.5 Autres obligations administratives

#### 10.5.1 modifications survenant en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement. Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire *sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante* : <http://www.e-attestations.fr>.

#### 10.5.2 salariés détachés

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les noms, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

#### 10.5.3 Liste nominative du personnel étranger :

Conformément aux dispositions de l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire, ainsi que tout sous-traitant s'engagent à remettre à l'acheteur, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Conformément aux dispositions de l'article D 8254-4 du code du travail, cette liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution des prestations du marché. Le titulaire pourra utiliser le modèle annexé au présent CCAP. Le manquement répété au présent article de la part du titulaire peut conduire à la résiliation du marché.

#### 10.5.4 Dispositif de contrôle (Article L 8222-6 du code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'acheteur enjoint aussitôt au titulaire de faire cesser la situation délictuelle. Le titulaire a deux mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin de la situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux mois, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## 10.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique. Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, **le marché peut être résilié si après les premiers essais jugés non satisfaisants et le report de la décision de réception, le navire n'atteint toujours pas les exigences minimales de vitesse prévues au CCTP.**

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a le droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 1%.

## 10.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## 10.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

#### **10.8.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

#### **10.8.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

#### 10.8.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

#### 10.8.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

#### 10.8.5 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extra contractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 30 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

#### 10.8.6 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen



matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence ,*article 49.2 CCAG MI* et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

#### 10.8.7 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

---

### 10.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

---

### 10.10 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

---

### 10.11 Litiges et contentieux

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique. Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte - CS 44416

35000 RENNES

Tél. : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

Direction des affaires juridiques

Sous-direction du droit de la commande publique

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public / 1C

## Article 11 - DÉROGATIONS

Article CCAP	Article CCAG MI
6 Lieux d'exécution et lieux de livraison	30.2 , 30.3 et 30.4
8.1 Représentation des parties	3.4.1
8.2 Conditions d'exécution	14
8.11 Constatation de l'exécution des prestations et admission	32 , 33 et 34
8.12 Garanties	36
8.15 Pénalités	3.6
8.17 Constatation de l'exécution des prestations et admission	21.5
8.18 Opérations de vérification, francisation et l'immatriculation du navire.	33
8.19 Transfert de propriété	35
9.1 Forme et contenu des prix	11
9.2 Variation des prix	11
9.3 Avances	12 et 25